

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 4 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



VERN Aliments

19, rue de la Motte
35770 VERN SUR SEICHE

N°S3IC/AIOT : 0005517579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement VERN Aliments implanté 19, rue de la Motte 35770 VERN SUR SEICHE. L'inspection a été annoncée le 24/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERN Aliments
- 19, rue de la Motte 35770 VERN SUR SEICHE
- Code AIOT dans GUN : 0005517579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Etablissement spécialisé dans la fabrication d'aliments pour animaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- protection des installations contre la foudre
- prévention de la pollution atmosphérique
- rétention des eaux d'extinction d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude des dangers	Autre du 18/10/2012, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet
Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nécessité pour l'exploitant d'améliorer la mise en oeuvre du dispositif amovible de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ARF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats : L'analyse du risque foudre a été réalisée en mai 2010 par l'APAVE. Elle est commune aux silos de stockage (VEGAM) et à l'usine de production Vern Aliments situés sur le même site. Une convention de protection contre la foudre a été signée en 2010 entre les 2 entreprises (filiales d'AGRIAL), le dispositif de protection étant positionné sur les bâtiments VEGAM qui en assure donc le maintien en état et les vérifications réglementaires.</p> <p>L'ARF concluait que pour le bâtiment usine de production ainsi que pour les silos la structure métallique complète des bâtiments formait une protection de fait du type cage maillée de niveau 1 et que la mise en oeuvre d'une protection complémentaire n'était pas jugée nécessaire. Les installations n'ont pas subi de modifications depuis 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : Pour mémoire. Une ARF complémentaire et une étude technique ont été produits par INDELEC pour la société VEGAM en octobre 2015, suivis de travaux (parafoudres de type I sur installations intérieures et compteur de coups de foudre) en 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Installation des dispositifs de protection
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Des parafoudres de type I sur installations intérieures et un compteur de coups de foudre ont été installés sur les bâtiments de VEGAM en juin 2016 par INDELEC (attestation de conformité du 11/08/2016).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification complète
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : VEGAM assure, conformément à la convention signée avec VERN Aliments, les vérifications complètes et visuelles réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Les documents réglementaires ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude des dangers

Référence réglementaire : Autre du 18/10/2012, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Observation 2019-04 : l'étude des dangers complétée mentionne des possibilités de rétention sous l'usine, mais également en extérieur par mise en place de boudins en partie basse de la cour en isolant les regards EP et la conduite d'évacuation passant sous la voie d'accès au site. L'exploitant a précisé que ces dispositifs amovibles de rétention étaient opérationnels depuis janvier 2020. Tests réguliers de l'efficacité de des dispositifs ?
Constats : Le volume de rétention extérieur des eaux d'extinction d'incendie représente environ 186 m3 par rapport au volume total disponible d'environ 825 m3 pour la partie Vern Aliments. Les essais des dispositifs amovibles de rétention réalisés ont consisté en une mise en œuvre de ces derniers stockés au rez-de-chaussée du bâtiment de production sans vérification de l'étanchéité du système.
Observations : Une procédure de tests réguliers au moins annuels du dispositif de rétention amovible doit être mise en place avec report des observations dans un registre. Il conviendrait d'effectuer, au besoin lors d'un exercice incendie, un essai de déploiement du dispositif de rétention amovible avec mise en œuvre d'eau pour tester l'étanchéité du système.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air
Prescription contrôlée : Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Poussière Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux Broyage 10 mg/m ³ Refroidissement des granulés 20 mg/m ³ Fréquence de surveillance : une fois par an
Constats : Le dernier rapport de mesures de la pollution atmosphérique est de décembre 2019 : valeurs mesurées conformes aux valeurs limites réglementaires de l'arrêté ministériel du 27/02/2020. La prochaine campagne de mesures des émissions de poussières est programmée en fin d'année 2022. Dans le cadre de l'application de la directive IED, l'exploitant a précisé que la mise en place d'une surveillance annuelle des émissions canalisées de poussières serait effective à compter de ce prochain contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet